



# Plan stratégique 2022-2026

Mali



PROTOCOLE D'ENTENTE AVEC  
LA MAIRIE DE LA COMMUNE  
RURALE DE TIORIBOUGOU

Supporting water sanitation  
and hygiene services for life

À IRC, nous croyons qu'avoir un point d'eau potable qui fonctionne ne devrait pas être un événement spectaculaire ni l'objet d'une fête.

Nous croyons en un monde où les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène sont des services publics fondamentaux qui doivent être disponibles pour tous et de façon permanente.

Nous sommes confrontés à un défi complexe. Chaque année, des milliers de projets AEPHA et d'autres secteurs échouent, puisqu'il se limitent à des objectifs et des solutions à court terme – et ne contribuent pas à développer des services pérennes.

C'est pourquoi environ un tiers des personnes de la planète - les plus pauvres et vulnérables - sont privées des droits humains les plus élémentaires, entraînant d'importants problèmes économiques, sociaux et de santé. IRC existe pour questionner et influencer les décisions et pratiques du secteur AEPHA.

A travers nos collaborations et par l'exercice de notre savoir-faire, nous travaillons avec les gouvernements, les fournisseurs de services et les organisations internationales pour assurer des systèmes et des services d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement qui soient réellement efficaces et durables.

**© 2022, IRC**

Nous autorisons les particuliers et les organisations à partager et à adapter ce document, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, éducatives, scientifiques ou liées au développement, à condition que la citation appropriée et complète soit donnée. Cette publication est soumise à une licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International. Voir les termes de la licence ici : <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr>

**Auteur** Dr Afou Chantal Bengaly

**Révision** Jean François Somda et Tettje van Daalen

**Conception et mise en page** Punt Grafisch Ontwerp

**Photos Média Pro** (Lamine Sanogo) et IRC Mali

**Photo de couverture** La scène immortalisée se déroule à la mairie de la commune de Tioribougou, du Cercle de Kolokani, dans la Région de Koulikoro. Le cliché a été réalisé par Lamine Sanogo, un photographe professionnel pour Média Pro. Lamine a été engagé par IRC pour cette mission (20 juin, 2022).

Toutes les publications d'IRC peuvent être téléchargées gratuitement sur le site web de l'IRC. Visitez le site [www.ircwash.org](http://www.ircwash.org) ou envoyez une demande à l'aide du formulaire de contact en ligne: [www.ircwash.org/contact-us](http://www.ircwash.org/contact-us)

Citation pour cette publication: Bengaly, A., 2022. IRC Mali Plan Stratégique 2022-2026. Bamako: IRC.

# Table des matières

<b>Préface</b> .....	<b>7</b>
<b>1. Introduction</b> .....	<b>9</b>
1.1 IRC global (vision, mission et valeurs) .....	9
1.2 IRC Mali.....	9
1.3 Contexte national.....	9
1.4 Contexte du secteur AEPHA .....	11
1.5 Zones d'intervention .....	13
<b>2. Théories de changement</b> .....	<b>17</b>
2.1 Notre théorie de changement.....	17
2.2 Destination 2030 théorie de changement.....	19
<b>3. Axes stratégiques</b> .....	<b>20</b>
<b>4. Approche de mise en œuvre du plan stratégique</b> .....	<b>21</b>
4.1 Les priorités .....	22
4.2 Les orientations majeures .....	26
<b>5. Cadre partenarial</b> .....	<b>27</b>
<b>6. Analyses des risques potentiels</b> .....	<b>30</b>
<b>7. Suivi-évaluation et apprentissage</b> .....	<b>32</b>
<b>8. Budget et sources de financement</b> .....	<b>34</b>



## Sigles et abréviations

<b>AEPHA</b>	Approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement
<b>AFRICASAN</b>	Africa Sanitation and Hygiene Conférence
<b>APD</b>	Aide Publique au Développement
<b>ASACO</b>	Association de Santé Communautaire
<b>CAP</b>	Centre d'Animation Pédagogique
<b>CEDEAO</b>	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>CN-CIEPA</b>	Coalition Nationale de la Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement
<b>CREDD</b>	Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable
<b>DGB</b>	Direction Générale du Budget
<b>DGSHP</b>	Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique
<b>DNACPN</b>	Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
<b>DNEF</b>	Direction Nationale de l'Éducation Fondamentale
<b>DNH</b>	Direction Nationale de l'Hydraulique
<b>DNPD</b>	Direction Nationale de la Planification du Développement
<b>EHA</b>	Eau, Hygiène et Assainissement
<b>EMOP</b>	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
<b>FCFA</b>	Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>FDAL</b>	Fin de la Défécation à l'Air Libre
<b>FONGIM</b>	Fédération des ONG internationales au Mali
<b>GIRE</b>	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
<b>INSTAT</b>	Institut National de la Statistique
<b>JMP</b>	Joint Monitoring Programme
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONG</b>	Organisations Non gouvernementales
<b>OSC</b>	Organisations de la Société Civile
<b>PDESC</b>	Plans de Développement Économique, Social et Culturel
<b>PGSE</b>	Plan de gestion Sanitaire et Environnementale
<b>PNE-MALI</b>	Partenariat National de l'Eau du Mali
<b>S&amp;E</b>	Suivi et Évaluation
<b>SMT</b>	Senior Management Team (Equipe Cadre de Gestion)
<b>SWA</b>	Sanitation and Water for All
<b>WASH</b>	Water, Sanitation, and Hygiene
<b>WASH FIT</b>	Water and Sanitation for Health Facility Improvement Tool



## Préface

Alors que nous nous aventurons plus loin dans ce millénaire, le défi d'assurer un accès universel et durable à l'eau potable et à l'assainissement demeure un enjeu primordial. Le Mali, à l'instar d'autres nations, est engagé dans cette quête vitale, et IRC se dresse comme un pilier central dans cette entreprise cruciale.

Dans ce plan stratégique qui couvre la période de 2022 à 2026, IRC Mali formule une vision claire et des stratégies réfléchies pour aborder les questions d'Approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement (AEPHA) dans notre pays. S'alignant sur les engagements d'IRC au niveau global et les orientations stratégiques du Mali, ce document détaille les axes stratégiques prioritaires, allant de l'intégration de l'AEPHA dans divers secteurs vitaux tels que la santé et l'éducation ainsi qu'au renforcement des capacités des acteurs du secteur à divers niveaux.

L'approche programmatique proposée repose sur une analyse approfondie du contexte, mettant un accent particulier sur une mise en œuvre axée sur les droits humains. En vue de réaliser un changement tangible, IRC Mali envisage d'utiliser des modèles et des preuves générés par des pratiques éprouvées pour influencer positivement les politiques et les pratiques en vigueur.

Un autre aspect central de ce plan est le cadre partenarial, qui met en avant le rôle prépondérant des acteurs locaux, y compris les collectivités locales et les services techniques déconcentrés. En favorisant une collaboration étroite avec ces entités, IRC Mali aspire à harmoniser les interventions et à créer une synergie d'action qui serait bénéfique pour tous.

Alors que nous mettons en avant les plans d'actions et les approches stratégiques, nous reconnaissons que le succès ne peut être atteint sans une évaluation continue et un apprentissage mutuel. C'est dans cet esprit que nous avons établi des mécanismes solides de suivi, d'évaluation et d'apprentissage, garantissant ainsi que les leçons tirées soient intégrées pour une mise en œuvre réussie.

Enfin, nous jetons un regard réaliste sur les aspects financiers, établissant un budget qui reflète à la fois nos ambitions et les réalités du terrain. Alors que nous cherchons à mobiliser près de 2,92 milliards de FCFA pour cette initiative, nous sommes confiants dans notre capacité à attirer l'appui des partenaires au développement, en forgeant des partenariats qui nous permettront d'atteindre nos objectifs.

En conclusion, ce plan stratégique n'est pas simplement un document, il est une feuille de route, un appel à l'action, et un testament de notre engagement inébranlable à travailler pour un Mali où l'accès à l'eau potable et à l'assainissement n'est pas un privilège, mais un droit. Nous sommes impatients de collaborer avec toutes les parties prenantes dans cette entreprise noble et nécessaire.

Ensemble, nous pouvons faire de la vision d'un accès universel à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement une réalité pour tous les Maliens.



**Dr. Afou Chantal Bengaly**

Directrice  
IRC Mali



# 1. Introduction

## 1.1 IRC global (vision, mission et valeurs)

IRC WASH est un groupe international de réflexion et d'action qui travaille avec des gouvernements, des organisations non gouvernementales (ONG), et des entrepreneurs dans le monde entier. L'objectif d'IRC est de trouver et mettre en œuvre des solutions à long terme pour rendre l'accès à l'eau potable et à l'assainissement effectif pour tous, pour toujours. L'expérience nous a appris que cet objectif peut être atteint en construisant des systèmes résilients pour l'approvisionnement en eau potable, l'hygiène et l'assainissement (AEPHA) au niveau des municipalités et au niveau national. Les systèmes, dans l'approche d'IRC, sont constitués de réseaux d'institutions et d'organisations qui collaborent pour mobiliser et gérer efficacement les ressources humaines, matérielles, techniques, technologiques et financières nécessaires à la fourniture durable des services d'AEPHA.

## 1.2 IRC Mali

IRC WASH a été enregistré officiellement au Mali avec un siège à Bamako, la capitale, le 17 juin 2021 par le ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. IRC est un groupe de réflexion et une ONG qui va œuvrer au Mali pour faciliter la fourniture de services durables d'eau et assainissement. Depuis 2016, IRC a mené des activités stratégiques au Mali pour accompagner les efforts du gouvernement dans l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables essentiellement dans l'accès aux services sociaux de base.

## 1.3 Contexte national

Le Mali est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest. Il s'étend sur une superficie de plus de 1,2 million km<sup>2</sup>, dont plus de la moitié est désertique. Le nouveau découpage administratif divise le Mali en vingt régions ainsi que le district de Bamako qui, avec son statut particulier, aura 10 communes. Une vingtaine de groupes ethniques y cohabitent et partagent une longue tradition de vie commune. L'islam est la religion dominante du pays. Environ 95% de la population est musulmane, les autres 5% sont constitués de chrétiens et d'animistes.

De type soudano-sahélien, le climat est tropical, sec et caractérisé par des températures élevées et l'alternance d'une saison sèche (mars à juin) avec une saison pluvieuse (juin à septembre). Les précipitations moyennes sont inégalement réparties dans l'espace et décroissent considérablement du sud vers le nord du pays. On distingue quatre différents types de climat : un climat désertique au Nord (pluviométrie annuelle 200 mm), sahélien au centre (pluviométrie annuelle comprise entre 200 mm et 600 mm), soudanien-Nord (pluviométrie annuelle comprise entre 600 mm et 1000 mm) et soudanien (pluviométrie annuelle comprise entre 1000 mm et 1200 mm). Le pays est également vulnérable aux impacts des changements climatiques, qui se ressentent d'ores et déjà sur les cycles saisonniers et les schémas de précipitations.

Largement concentrée dans le sud du pays, en bordure du fleuve Niger, la population malienne est estimée à **19,6 millions** d'habitants (Banque Mondiale, 2020) avec taux de croissance de 3,6%. La très faible densité démographique (13 personnes/km<sup>2</sup> en moyenne) cache de grandes disparités entre les différentes régions, passant de 90 personnes/km<sup>2</sup> dans le delta du Niger à 5 personnes/km<sup>2</sup> dans la région saharienne du nord. Seulement 10% de la population habite les trois régions du nord (Gao, Kidal et Tombouctou) et ce, bien que celles-ci occupent les deux tiers du territoire national (Programme des Nations Unies pour le Développement, 2013).

L'économie malienne très diversifiée repose sur l'agriculture. Le pays subit de plein fouet les effets du changement climatique. La pandémie de COVID-19, associée à un coup d'État en août 2020, a fait passer l'économie d'une forte croissance de 5,1% du PIB réel en 2019 à une récession au cours de laquelle le PIB réel a diminué de 2% en 2020, ce qui correspond à une perte totale de croissance de 7,1 points de pourcentage. L'inflation, qui a chuté de 2,9% en 2019 grâce à une production céréalière record, devrait augmenter de 0,5% en 2020 en raison des problèmes d'approvisionnement (Source groupe de la Banque africaine).

L'incidence (taux) de la pauvreté c'est-à-dire la proportion de la population malienne qui n'arrive pas à dépenser 181 201 FCFA nécessaire pour satisfaire ses besoins de base, est estimée à 43,8% en 2018 contre 44,9% en 2017. La pauvreté est largement répandue en milieu rural, plus de la moitié de la population est pauvres (54,1%). Les ménages dirigés par les hommes contiennent plus de pauvres que ceux dirigés par les femmes (45,0% contre 23,0%) (Source INSTAT mars 2019).

Au plan institutionnel, la transition politique marque une étape critique de la vie du pays. Le gouvernement à travers la charte de la transition continue de mettre en œuvre les programmes dans un contexte d'insécurité surtout au nord et une partie du centre du pays. **Les réformes en vue sur le plan politiques doivent contribuer à améliorer l'accès des plus vulnérables à l'eau, hygiène et l'assainissement.**

Par ailleurs concernant la COVID-19, on constate au fur et à mesure une diminution constante du nombre de malades. La COVID-19 constitue non seulement un défi, mais aussi une opportunité pour renforcer la promotion de l'AEPHA en vue d'améliorer les financements et d'accélérer l'accès universel.

Le Pays traverse une crise socio-politique multidimensionnelle qui est marquée depuis 2020 par une transition politique, période délicate pour la mise en œuvre des projets et programmes. Les revendications sociales des travailleurs ont amené le gouvernement de transition à négocier des accords. Ce qui a permis d'apaiser les tensions syndicales. Par ailleurs, la transition est confrontée aux interpellations de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et des Nations Unies quant au respect des dates des élections et le retour à un ordre constitutionnel normal avec un président démocratiquement élu. Cette situation mérite une attention en termes d'analyse politique et de positionnement en vue de mieux orienter les programmes.

## 1.4 Contexte du secteur AEPHA

Le Mali a révisé les politiques nationales de l'eau et de l'assainissement pour s'aligner sur la vision du Mali prospective 2025 et sur les objectifs du développement durable à l'horizon 2030. En dépit des efforts fournis par le gouvernement et les partenaires au développement, les taux d'accès aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement demeurent faibles.

Les projets de code de l'eau et de politiques de l'eau et de l'assainissement sont en attente d'une validation politique par le gouvernement. De même, le processus est en cours pour l'élaboration des huit programmes directeurs de déclinaison desdites politiques, dont trois pour l'eau, quatre pour l'assainissement et un programme commun pour la gouvernance de l'ensemble du secteur.

En effet, selon les dernières données recueillies par le Joint Monitoring Programme (rapport JMP Mali de 2020) :

**Accès à l'eau potable** : 81% de la population malienne utilisaient de l'eau potable provenant d'une source améliorée, c'est-à-dire un point d'eau amélioré à 30 minutes aller-retour maximum. Ce taux est de 71% dans le milieu rural et 93% en milieu urbain. 5% de la population malienne faisaient un trajet aller-retour de plus de 30 minutes afin d'aller chercher l'eau d'un point d'eau amélioré, ce qui est un service limité. Ce taux est de 5% en milieu rural et urbain. 14% utilisaient de l'eau provenant d'une source non protégée. En milieu rural, ce taux est de 23%. 1% utilisaient des eaux de surface. En milieu rural, ce taux est de 2%.

**Accès à l'assainissement** : 15% de la population malienne bénéficiaient d'un service d'assainissement géré en toute sécurité. Ce taux est de 21% en milieu rural et 7% en milieu urbain. 32% de la population utilisaient des installations améliorées qui ne sont pas partagées avec d'autres ménages (en milieu rural 17% ; en milieu urbain 50%). 17% utilisaient des installations améliorées partagées entre 2 ou plusieurs ménages (en milieu rural 8% ; en milieu urbain 29%). 30% utilisaient des latrines sans dalle ou plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau (en milieu rural 45% ; en milieu urbain 12%). 6% déféquaient à l'air libre (en milieu rural 9%).

**Accès à l'hygiène** : 17% de la population disposaient des installations de lavage des mains avec de l'eau et du savon. Ce taux est de 9% en milieu rural et de 27% en milieu urbain. 53% disposaient des installations de lavage des mains sans savons et/ou eau à domicile. Ce taux est de 61% en milieu rural et 42% en milieu urbain. 30% ne disposaient pas d'installation de lavage des mains (en milieu rural 29% et en milieu urbain 31%).

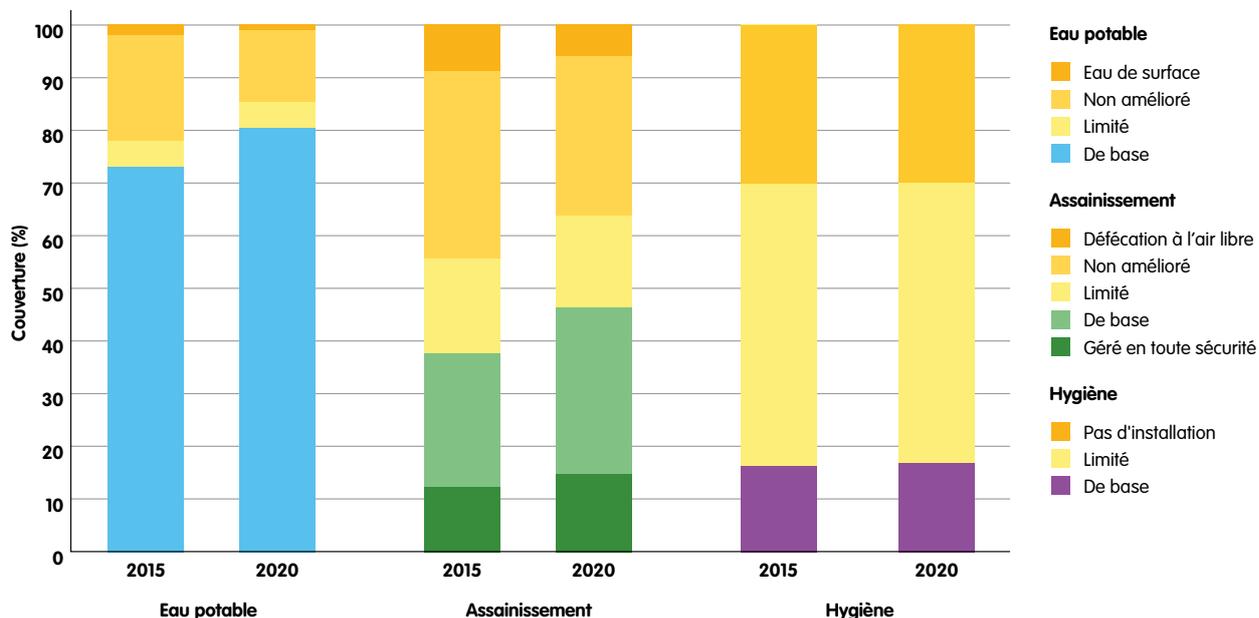


Figure 1. JMP Mali niveau de services d'approvisionnement en eau de boisson, d'assainissement et d'hygiène

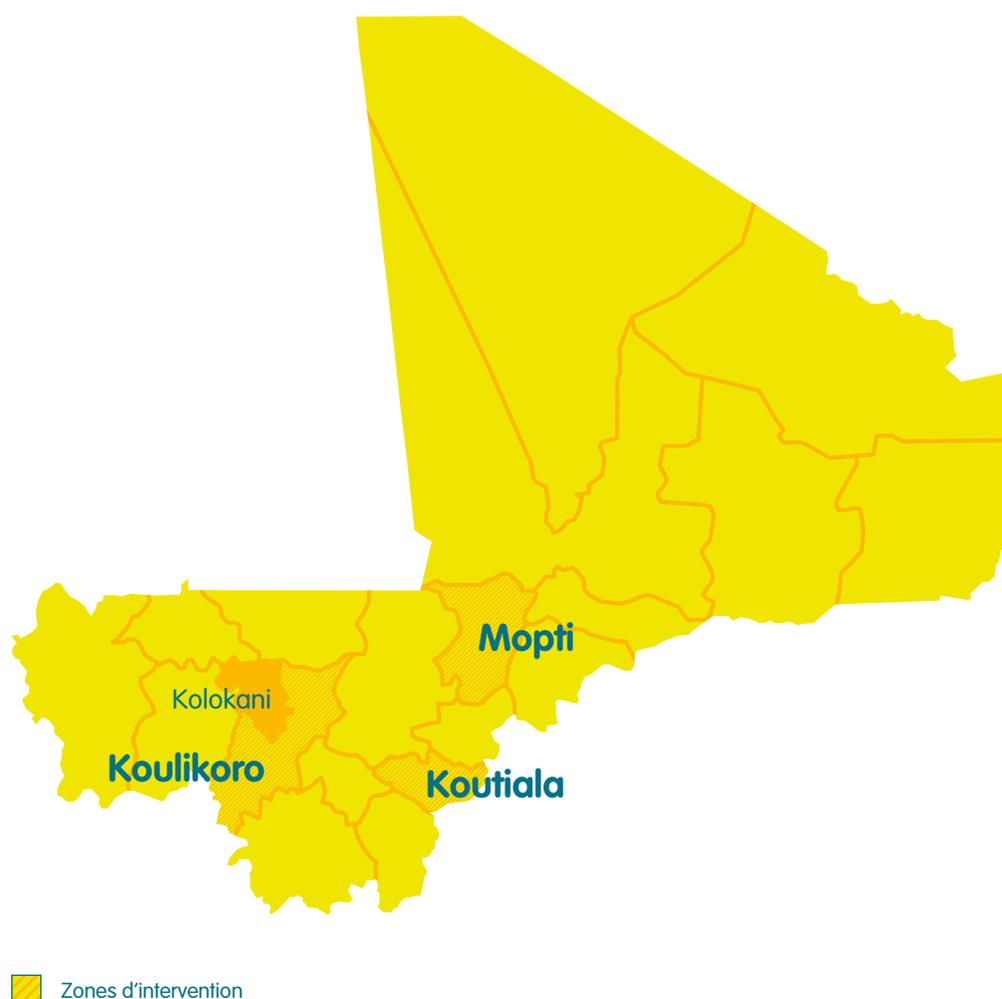
Plusieurs facteurs conjugués expliquent les problématiques liées à l'accès insuffisant aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EHA) au Mali. D'abord, la croissance démographique (3,6%) et le taux de fertilité (6,8) élevés accroissent la pression exercée sur les infrastructures existantes et augmentent les besoins pour de nouvelles infrastructures, à un rythme qui surpasse la capacité du gouvernement à y répondre. Par ailleurs, les moyens techniques et financiers des différents acteurs du secteur sont limités, il en est de même de la coordination entre eux. Cette insuffisance de coordination restreint considérablement le pouvoir d'action des acteurs du secteur. Ensuite, le renforcement des capacités des acteurs et des systèmes du secteur EHA pour combler les besoins de la population croissante n'est pas suffisamment priorisé par le gouvernement. Celui-ci consacre seulement 2,2% du budget national à l'eau potable, et 0,22% à l'assainissement (Groupe de suivi budgétaire, 2014).

Selon les données de la Direction Nationale de l'Hydraulique et de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) pour la période 2011-2018, le Mali est parvenu en 2018, à se hisser à ses niveaux de services AEPHA de 2011, après une phase de baisse drastique des indicateurs de services AEPHA aux horizons 2013-2014, sous l'impact de la crise politique et sécuritaire de 2012. Cette performance, est imputable à la relance des investissements dans le secteur, sous l'effet des engagements de l'Union européenne d'appuyer la stratégie nationale de développement du pays (CREDD-2016-2018), qui a inscrit le secteur AEPHA en priorité, avec des résultats cumulatifs tout juste suffisants en 2018, pour rattraper les écarts de performance par rapport à 2011.

Le pays prévoit d'atteindre à l'horizon 2030 un taux d'accès de 100% pour l'approvisionnement en eau ainsi que pour l'accès aux services d'assainissement gérés en toute sécurité. Le pays soutient également les efforts pour atteindre le statut Fin de la Défection à l'Air Libre (FDAL) à l'horizon 2030. Pour ce faire, le Mali aura besoin annuellement d'un montant de US\$ 147 millions (soit FCFA 101 milliards) pour les services de base et US\$ 480 millions (soit FCFA 280 milliards) pour les services gérés en toute sécurité, avec une nécessité d'engager des investissements plus élevés dans le court et moyen terme. Le déficit financier actuel est de l'ordre de US\$ 550 millions (soit FCFA 321 milliards).

### 1.5 Zones d'intervention

**IRC intervient actuellement** dans le cercle de Kolokani en région de Koulikoro. Les interventions sont focalisées sur l'amélioration de l'accès aux services durables AEPHA dans les écoles et les établissements de santé.



**Figure 2.** Zones d'intervention d'IRC Mali

**La stratégie 2022-2026 envisage d'intervenir** dans les régions de Koutiala et de Mopti, en plus de la région de Koulikoro. À partir de 2022, dans l'esprit d'une action collective dans la région de Koutiala, IRC ouvrira son focus district afin d'expérimenter tout son potentiel de renforcement des systèmes et d'innovation. IRC focalisera son intervention en milieu rural avec les communes en termes d'accès et de renforcement de la gouvernance locale. Aussi le renforcement des systèmes aux niveaux national et local sera un chantier important à mettre en œuvre.

### Region de Koutiala

La région de Koutiala, désormais la 16<sup>e</sup> région du Mali après avoir été rattachée à la région de Sikasso, est l'un des districts prioritaires pour IRC Mali. Elle se classe comme la 4<sup>e</sup> ville la plus peuplée du pays après Bamako, Sikasso et Mopti, avec environ 276 000 habitants en 2021.

Située au nord de la région de Sikasso, Koutiala se trouve à la jonction de trois marigots : le Pimpedogo et ses deux affluents, le Farako au sud et le Boro au nord. Nichée en pays Minianka, Koutiala a été fondée au XIV<sup>e</sup> siècle par les Bambaras de Ségou. L'agriculture y joue un rôle central, avec des cultures de coton, de maïs, de mil et de sorgho. Grâce à sa production cotonnière significative, Koutiala est surnommée la « capitale de l'or blanc », en faisant le deuxième centre industriel du coton au Mali. La région abrite également d'autres industries comme des savonneries, laiteries, boulangeries et abattoirs. Cependant, les rejets des différentes usines entraînent une pollution importante des eaux locales.

Enfin, le taux d'accès à l'eau potable reste inférieur à celui des villes voisines, avec seulement 37 % de la population ayant accès à une eau potable sécurisée.

### Region de Koulikoro

La région de Koulikoro est bordée par la région de Nara au nord, la région de Kita à l'ouest, par la Guinée et la région de Bougouni au sud, et par la région de Ségou et Dioïla à l'est. En 2009, la région de Koulikoro comptait 2 418 305 habitants. Il s'agissait principalement de Bambaras, de Malinkés Sonikes et de Somono autour du fleuve Niger. La région est irriguée par plusieurs fleuves, dont le Niger, le Baoulé, le Sankarani, le Baogé, le Bani et le Bafing. Le taux d'accès à l'AEPHA pour la région est de 66%, avec le taux le plus élevé dans le cercle de Kangaba (95%) et le moins à Nara (53%). Le taux du cercle de Kolokani dans lequel IRC Mali intervient est de 81% (Rapport DNH, 2020). Le taux de 66% de la région cache des disparités en termes de couverture et prise en compte des personnes les plus vulnérables. En ce qui concerne l'assainissement, les données ne sont pas disponibles dues à un manque de mise à jour.

### Région de Mopti

La région de Mopti est limitée au nord par la région de Tombouctou, à l'ouest et au sud par la région de Ségou, et au sud-est par le Burkina Faso. La région est traversée par le fleuve Niger. Le Bani, son affluent, le rejoint à Mopti.

La région comprend le delta central du Niger autour de Mopti, la falaise de Bandiagara et la plaine de Bankass le long de la frontière avec le Burkina Faso. La région de Mopti compte 7 forêts classées, couvrant une superficie de 8 646 ha. La région de Mopti abrite également la réserve spéciale d'éléphants de Douentza dans le Gourma et **des espaces naturels abritant une faune riche**. Les principales villes de la région sont Mopti, Sévaré, Djenné, Bandiagara, Douentza, Bankass, Koro et Youwarou. La région comptait 2 037 330 habitants en 2009. Elle est peuplée de trois ethnies principales : les Peuls (éleveurs), les Dogons (agriculteurs) et les Bozos (pêcheurs). On y trouve également des Songhaïs, des Bambaras, des Touaregs et des Maures. La population a augmenté de 38% depuis 1998, ce qui représente un taux de croissance annuel moyen de 3,0% entre 1998 et 2009. Le cercle de Douentza a connu la plus forte augmentation de population (+59%), suivi des cercles de Mopti et de Bandiagara (+40%). Le taux d'accès à l'eau potable est de 61%, avec le taux le plus bas à Djenné (43%) et le plus élevé à Tenenkoun (69%). **Ce taux cache de nombreuses disparités, et il faut dire qu'en raison de la crise qui a durement frappé la région, la plupart des infrastructures ne sont plus en bon état et l'accès à l'eau potable fait cruellement défaut.**

**Photo** : une visite de terrain avec Patrick Moriarty, directeur général d'IRC, à la mairie de Nossombougou, un village qui est également le chef-lieu de la commune, situé dans le Cercle de Kolokani, Région de Koulikoro (20 juin, 2022).





## 2. Théories de changement

### 2.1 Notre théorie de changement

La réalisation de l'accès durable et universel aux services AEPHA se fera à travers les ressources adaptées, un leadership soutenu, une intégration parfaite dans l'éducation, la santé, l'environnement, une gouvernance améliorée aux niveaux national et local, les systèmes et mécanismes de redevabilité en place assurant l'engagement citoyen et l'équité - inclusion. Le schéma suivant explique notre théorie de changement.

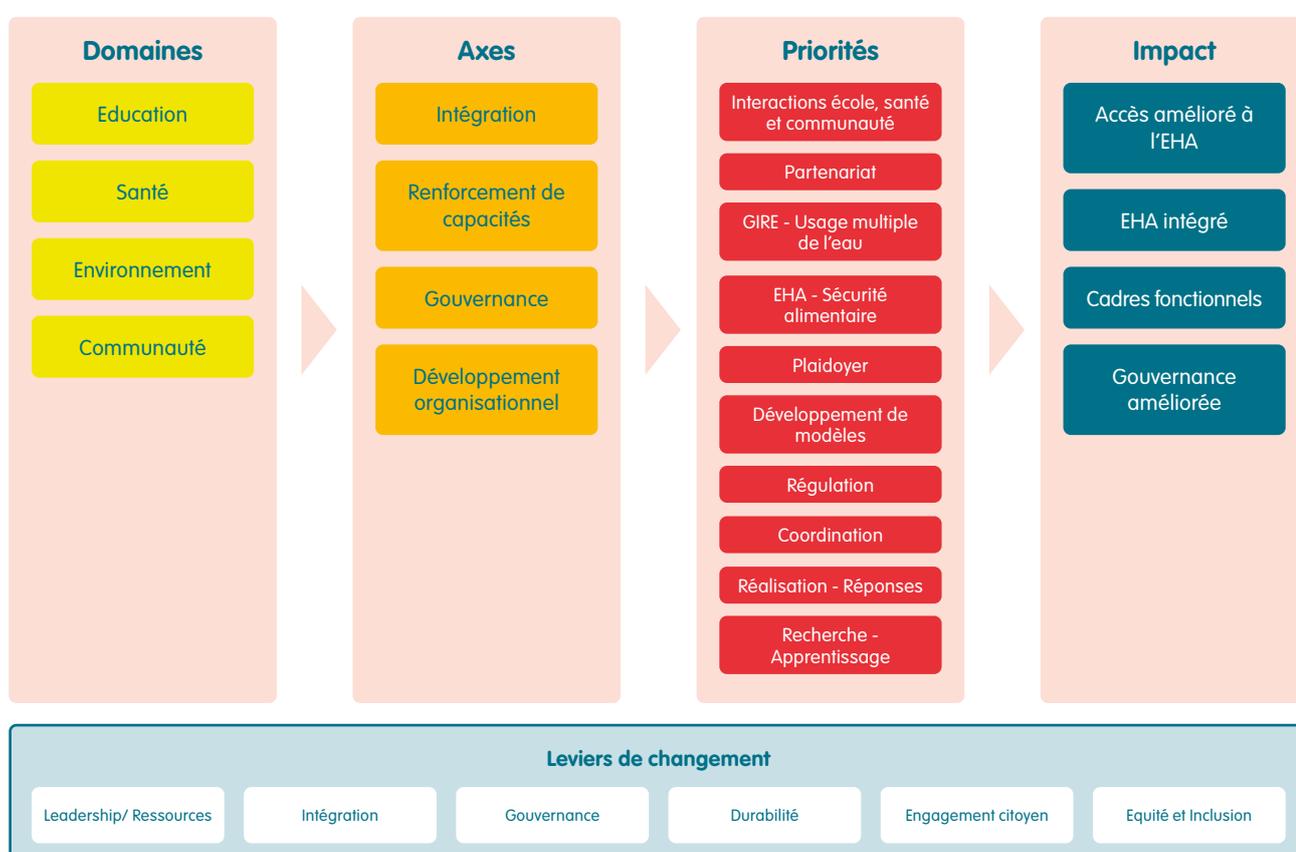


Figure 3. théorie de changement

IRC Mali renforcera à long terme le partenariat avec le gouvernement dans le cadre des engagements internationaux, ainsi qu'avec les collectivités territoriales, l'ONG collaborera avec les organisations de la société civile (OSC), pour contribuer à assurer un accès durable à chacun et à tous.

Lors du processus de l'élaboration de la présente stratégie, IRC et ses partenaires ont identifié les conditions critiques de succès qui sont ainsi résumées :

### **Leadership – ressources**

Les ressources humaines compétentes et motivées, ainsi que les ressources financières et matérielles sont indispensables à la mise en œuvre de la stratégie pour atteindre les cibles prévues. Le gouvernement central ainsi que les élus locaux jouent un rôle important dans la performance du secteur AEPHA à travers l'allocation des ressources budgétaires et humaines. L'adoption de politiques et de plans de développement est essentielle dans la réalisation de l'accès universel. Le changement durable et l'accès universel à l'AEPHA sont sous-tendus par un engagement de taille accompagné d'une volonté soutenue et affichée de la part des décideurs.

### **Intégration AEPHA**

La mise en œuvre de la stratégie se fera en innovant à travers des systèmes et modèles d'intégration de l'AEPHA dans l'éducation, la santé et l'environnement. L'intégration inclura le développement d'un partenariat multi-acteurs et efficace. Ceci contribuera à améliorer les conditions et les moyens d'existence des communautés. Elle permettra la création d'espace de dialogue, d'apprentissage et de partage entre les acteurs.

### **Gouvernance et redevabilité**

Une bonne gouvernance permet d'assurer la durabilité des services AEPHA et d'améliorer la fonctionnalité des cadres de concertation aux niveaux national et local et mettre en place des mécanismes de redevabilité et de réactivité entre les titulaires de droits et des détenteurs d'obligations. Le suivi de la performance du secteur et des engagements aux niveaux national et international offre des espaces de redevabilité et d'amélioration continue des interventions.

### **Durabilité**

L'accès universel est fortement tributaire de la capacité des acteurs à prendre en charge la question de la durabilité à travers la gestion efficace des investissements, la gestion des connaissances sur la quantité et la qualité des ressources en eau, le renforcement de la résilience des communautés face aux changements et variabilités climatiques. Les collectivités seront amenées à jouer leur rôle dans la durabilité des services AEPHA en accompagnant les communautés. L'animation de plateformes d'apprentissage aux niveaux national et local, la communication pour le changement de comportement, le plaidoyer et l'influence des politiques sont des actions importantes dans le but d'améliorer l'accès.

### **Engagement citoyen**

Les communautés responsables sont impliquées et engagées et peuvent revendiquer leurs droits aux services AEPHA équitables et durables. Ceci constitue une garantie pour la matérialisation du droit d'accès. Les plateformes diverses (associations de femmes, jeunes, hommes et les réseaux de la société civile), les détenteurs de droits, par leurs revendications à travers des moyens légitimes vont amener les détenteurs d'obligations à rendre compte et améliorer la fourniture des services d'eau et d'assainissement conformément aux normes de qualité. Les citoyens, en s'acquittant de leurs devoirs, contribueront également à maintenir les services et les infrastructures à travers des mécanismes locaux de gouvernance. Ils sont aussi nécessaires pour faciliter l'adoption des bonnes pratiques d'hygiène et leur dissémination.

### Inclusion

La réalisation de la stratégie d’IRC Mali passera par une forte capacité à développer et mettre en œuvre des approches programmatiques et inclusives. Dans un contexte national marqué par les fortes disparités et inégalités de genre, la faible prise en compte des personnes en situation de handicap dans les projets et programmes, la forte variabilité des conditions naturelles et de la ressource en eau, l’inclusion est une condition essentielle du succès de nos actions.

## 2.2 Destination 2030 théorie de changement

Destination 2030 décrit l’impact que nous souhaitons avoir, les résultats obtenus et les types d’activités qui permettront d’atteindre ces objectifs. Destination 2030 s’est fixé pour objectif d’atteindre 20 millions de personnes supplémentaires grâce à des services améliorés dans les pays où IRC et Water For People travaillent, et d’atteindre 200 millions de personnes dans le monde en influençant les gouvernements, les chefs d’entreprise et les organisations de la société civile pour qu’ils renforcent les systèmes. La théorie de changement (figure 4) montre comment nous nous efforçons d’avoir un impact aux niveaux local, national et mondial. Ces trois niveaux sont liés et s’appuient mutuellement.

Ils reposent sur la compréhension, le renforcement et la modification des systèmes d’approvisionnement en eau et d’assainissement. Le succès à l’un de ces niveaux sous-tend le succès à tous les autres. IRC Mali contribuera au renforcement de la fourniture de services au niveau national et au niveau des districts au Mali. Le succès du programme malien sera partagé par le biais du programme régional africain et d’événements d’apprentissage internes et externes afin d’influencer les approches de service dans d’autres pays africains tels que l’Éthiopie, le Ghana, le Malawi, le Rwanda et l’Ouganda, où les deux organisations travaillent.

## THEORIE DU CHANGEMENT

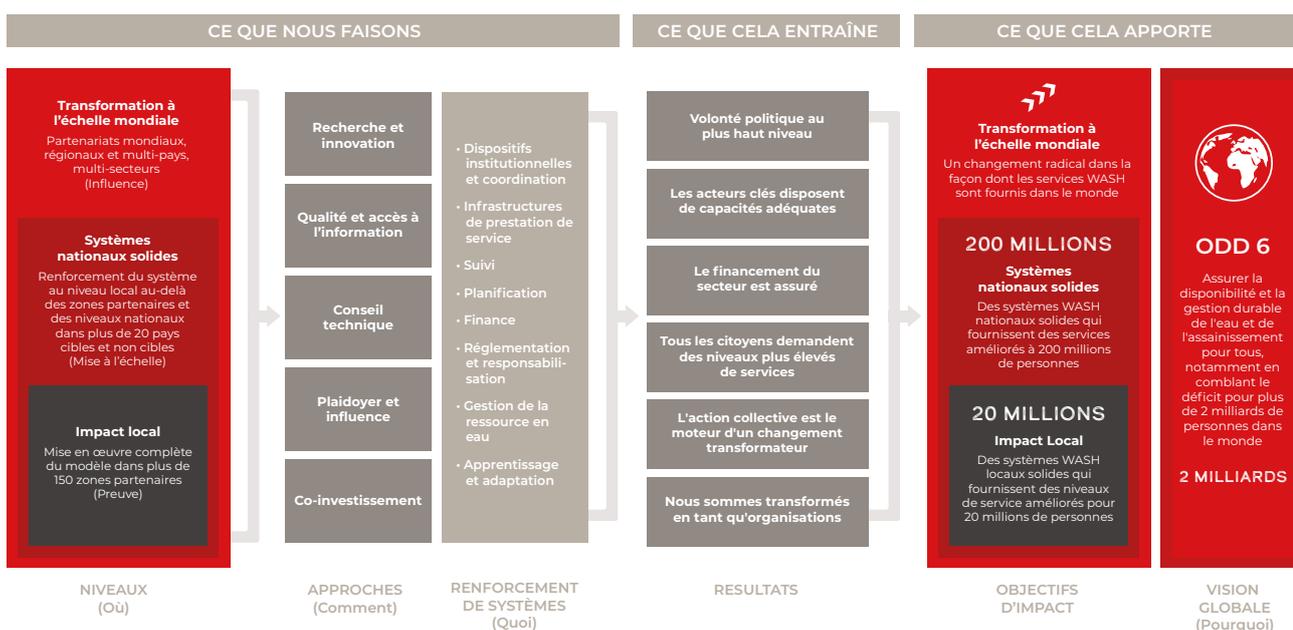


Figure 4. théorie du changement Destination 2030

## 3. Axes stratégiques

En lien avec la vision, les engagements d'IRC au niveau global, et la stratégie globale, le plan stratégique d'IRC Mali s'articule autour des axes suivants :

- 1. Intégration de l'AEPHA dans la santé, l'éducation et l'environnement :** il s'agira d'œuvrer pour la prise en compte de l'AEPHA dans les politiques, les stratégies et les plans aux niveaux national et local.
- 2. Renforcement des capacités des acteurs** du secteur aux niveaux national et local pour un accès durable à l'AEPHA d'ici à 2030 : il s'agira de renforcer les systèmes tant aux niveaux de la coordination, la planification, le suivi, l'évaluation, l'apprentissage, la recherche, les systèmes de collecte et l'utilisation des données ainsi que dans la mise en œuvre des projets et programmes. Il s'agira également de développer des modèles innovants de système de collecte de données accessibles et utilisables au niveau local.

Les actions seront harmonisées pour favoriser la mutualisation des ressources. Les cadres de concertations seront renforcés pour harmoniser et mutualiser les interventions.

- 3. Promotion de la bonne gouvernance et la gestion durable des ressources en eau :**
  - Renforcement des communautés sur les standards de qualité de l'eau,
  - Cartographie des ressources en eau assortit de plans d'eau
  - Mise en place des cadres de suivi des plans d'eau
  - Étude de vulnérabilité des communes face aux changements climatiques, focalisée sur l'eau et en faire des plans de renforcement de capacités,
  - Sensibilisation citoyenne sur la chaîne de l'eau,
  - Mise en place des cadres de redevabilité WASH-GIRE
  - Renforcement des capacités des communautés (relais villageois) à la collecte de données pluviométrique et sur le niveau des nappes phréatiques
  - Les collectivités seront renforcées dans le cadre de la gestion efficace des ressources en eau en vue d'accroître leur capacité de résilience face aux effets néfastes des changements climatiques.
- 4. Renforcement du développement organisationnel d'IRC Mali et Apprentissage :**

La mise en place de la structure organisationnelle d'IRC Mali est un préalable au développement organisationnel. Elle commence par une évaluation des capacités du personnel, suivie de l'élaboration d'un plan de renforcement de ces capacités. Le développement du personnel d'IRC Mali et l'amélioration de la performance du programme pays se fera en donnant aux ressources humaines les moyens nécessaires en termes de capacité. Aussi le personnel sera motivé à travers la mise en œuvre d'un plan d'action de bien être « well being ».

## 4. Approche de mise en œuvre du plan stratégique

Pour impulser le changement dans l'atteinte des objectifs en lien avec la vision d'IRC et de l'accès universel aux services durables AEPHA, l'approche programmatique sera bâtie sur les piliers suivants :

- L'analyse du contexte d'accès aux services durables AEPHA dans une approche basée sur les droits humains,
- L'utilisation des modèles et d'évidences générées par la pratique pour le plaidoyer en vue de l'influence des politiques/pratiques.

Dans la mise en œuvre de cette stratégie, IRC privilégiera les approches suivantes :

- **Action collective** : Qui consistera à inclure les acteurs dans toute leur diversité, tant national que local, pour qu'ils soient parties prenantes des actions dans tout le processus et se sentent partie du système. Ceci renforcera la synergie en vue de mutualiser et d'harmoniser les interventions pour une meilleure intégration.
- **Basée sur les droits humains** : IRC fera des analyses approfondies des causes des inégalités d'accès pour améliorer l'offre et la demande de services AEPHA dans les écoles, les établissements de santé et les communautés. Une attention particulière sera accordée à l'accès universel (leave no one behind) conformément à l'esprit des ODD, ceci dans un partenariat diversifié pour amplifier les impacts de façon durable.
- **Participative** : Elle appuiera les actions de participation citoyenne en travaillant avec les réseaux de la société civile, les parlementaires au niveau national, les cadres de concertation du secteur, les clusters.
- **Communication pour le changement de comportement** : IRC développera et mettra en œuvre une approche de promotion de l'hygiène. Pour ce faire, elle se basera sur le partenariat multi-acteurs pour faire appel à une collaboration plus élargie comme avec la recherche, l'art social pour le changement de comportement des communautés en hygiène. Aussi, l'utilisation rationnelle de l'eau, la protection de sources d'eau seront des activités essentielles de gestion efficaces des ressources en eau.
- **Gestion des ressources en eau par rapport au changement climatique, les usages multiples et la résilience** : Il s'agira de renforcer les capacités de résilience des communautés et des collectivités aux effets des changements climatiques en tenant compte des principes et des approches de la gestion intégrée des ressources en eau. Les expériences en cours en matière de gestion communautaire des ressources en eau ont montré leur limite, d'où la nécessité de nouveaux modèles de gestion communautaire pour améliorer leur résilience face aux effets du changement climatique.



**Photo :** la Journée Mondiale du Lavage des Mains à Nossombougou, un village qui est également le chef-lieu de la commune, situé dans le Cercle de Kolokani, dans la Région de Koulikoro (12 octobre 2022).

## 4.1 Les priorités

### 1. Intégration de l'AEPHA dans la santé, éducation, l'environnement changement climatique

L'intégration de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans l'éducation, la santé et l'environnement mobilisera une nouvelle dynamique partenariale. Il s'agira de créer un modèle cohérent et intégré de fourniture de services AEPHA dans la santé et l'éducation, ce qui peut être adopté et mis en échelle par les divers acteurs sectoriels. Ceci est une condition de succès, le développement de modèles technologiques adaptés à faible coût en collaboration avec le secteur privé et la recherche contribuera à l'amélioration de l'accès des communautés à l'eau et l'assainissement. Elle permettra la création d'espace de dialogue, d'apprentissage et de partage entre les acteurs.

- **AEPHA école :** Le paquet EHA dans les écoles établi par UNICEF en collaboration avec les différents acteurs sera la référence dans la mise en œuvre des activités de ce volet. Un partenariat avec les académies d'enseignement, le ministère de l'éducation sera développé. L'intégration de l'AEPHA à l'école prendra en compte le genre et la gestion de l'hygiène menstruelle pour réduire les inégalités d'accès.
- **AEPHA santé :** Le partenariat avec le ministère de la santé, la Task-force WASH santé, l'éducation, les OSC contribuera à améliorer l'accès aux services durables AEPHA dans les centres de santé. L'application du paquet minimum EHA dans les établissements de santé (WASH-FIT) de l'OMS permettra de doter les structures de santé cibles de services durables AEPHA. Aussi, le personnel de santé sera renforcé dans l'application des mesures d'hygiène pour créer un environnement amélioré, qui permet de réduire

les infections et les maladies liées au manque d'hygiène. La collaboration avec les collectivités et les associations de santé communautaires permettra de renforcer la gouvernance du changement climatique et de la santé communautaires. Un plaidoyer sera fait avec l'ensemble des acteurs pour dynamiser la taskforce WASH santé et contribuer à la mise en œuvre de la feuille de route budgétisée du gouvernement, dans le cadre de la résolution OMS lors de la 74e conférence tenue en mai 2021.

- **Gestion des ressources en eau changement climatique** : l'appui aux communautés dans la gestion des risques des ressources en eau pour atténuer les effets des changements climatiques. Les activités dans ce sens seront focalisées sur les services adaptés AEPHA, les formations adaptées, la recherche et l'utilisation des mesures appropriées de préservation.

**Priorités :**

1. **Intervention dans les écoles et les établissements de santé**
2. **Collaboration avec les structures de santé et les institutions académiques ainsi que les OSC pour le plaidoyer sur la gestion intégrée des ressources en eau et les usages multiples de l'eau, l'EHA et la sécurité alimentaire.**

**2. Promouvoir bonne gestion durable des ressources en eau**

Cet axe, qui sera développé à partir de 2023 sera mis en œuvre dans le cadre d'une approche de sécurité de l'eau et les principes de la gestion intégrée des ressources en eau. Les expériences du secteur, et celles des communautés seront mises à profit pour renforcer les capacités de résiliences des communautés en matière de la gestion communautaire des multiples usages des ressources en eau. Les leçons apprises seront documentées et partagées avec les acteurs.

**Priorités :**

1. **Usage multiple de l'eau et sécurité alimentaire**
2. **EHA et sécurité alimentaire**
3. **Renforcement des capacités de résiliences des communautés et des acteurs locaux aux effets des changements climatiques**
4. **Collaboration multi-acteurs (OSC, recherche, secteur privé) avec les institutions académiques, le secteur privé et la société civile (selon les spécialités)**
5. **Plaidoyer**

### 3. Renforcement des capacités des acteurs du secteur aux niveaux national et local pour un accès durable à l'AEPHA d'ici à 2030

Les collectivités territoriales (les communes et les élus locaux) seront aussi appuyées dans la prise en compte de l'AEPHA dans les plans de développement locaux.

Il s'agira de contribuer à renforcer les capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques des acteurs et à améliorer les systèmes pour la fourniture des services durables d'eau, d'assainissement et d'hygiène basée sur une approche programmatique, et participative.

#### Priorités :

1. Développement des modèles et approches durables
2. Maîtrise d'ouvrage communale
3. Efficacité organisationnelle (IRC et partenaires)
4. Amélioration de la planification locale
5. Renforcement des institutions du financement et de la régulation du secteur
6. Élaboration de mécanismes de coordination, de systèmes de suivi-évaluation
7. Mise en place des cadres de redevabilité WASH-GIRE
8. Cartographie des ressources en eau assorti de plans de gestion d'eau



**Photo :** séminaire national intitulé 'Parlons des systèmes eau, hygiène et assainissement (WASH) résilients au Mali'. Cet événement d'importance s'est déroulé sur deux jours, du 15 au 16 juin 2022, à Bamako.

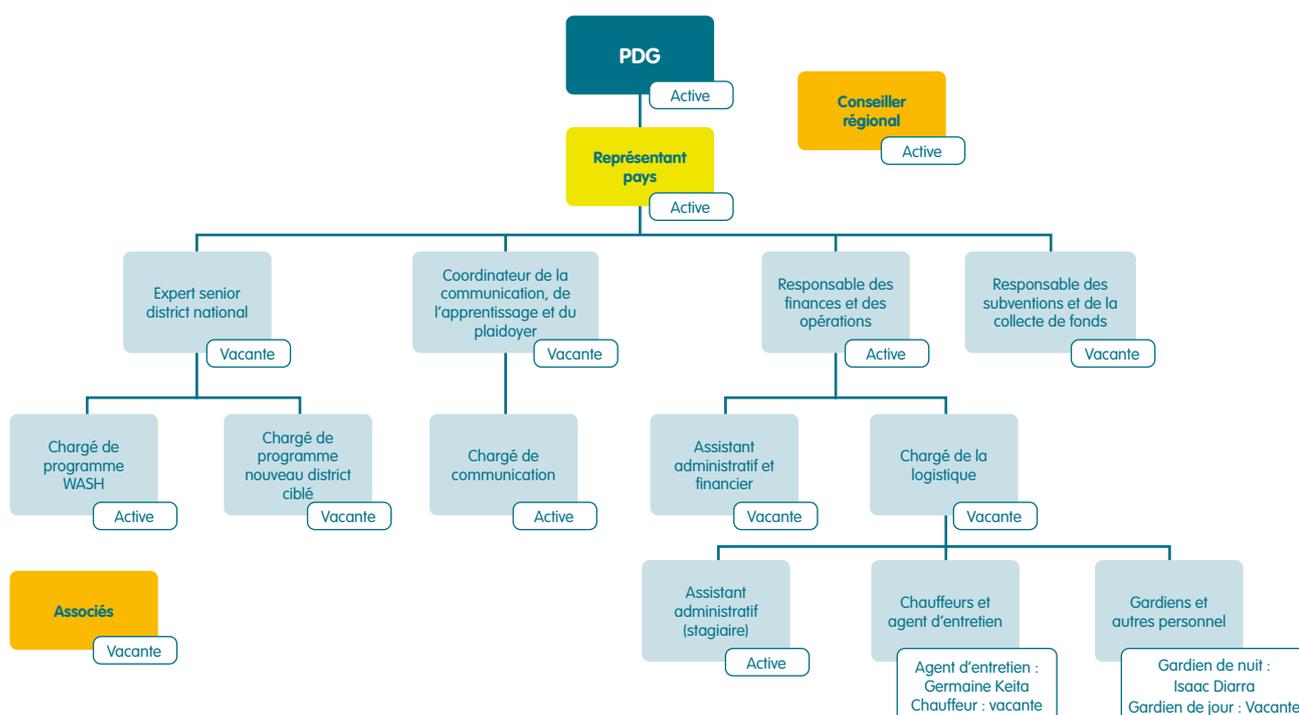
#### 4. Renforcer le développement organisationnel et l'apprentissage

Le développement organisationnel appuie la mise en œuvre de la Stratégie pays 2022-2025 d'IRC Mali. Il est transversal, et est en harmonie avec le reste des axes stratégiques. Cet axe contribue à définir les priorités d'IRC Mali et à intégrer les actions qui conduisent à l'efficacité organisationnelle. Il vise ceci :

IRC Mali mettra en œuvre des actions pour **renforcer la structure, la construction d'une équipe solide et motivée pour le travail**, la gestion des performances, **l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de gestion des talents et des carrières, le renforcement des systèmes et procédures, la mise en place d'un système de contrôle de qualité, un système de suivi - évaluation efficace**. Ceci est un support de la mise en œuvre globale de la stratégie. L'équité, l'inclusion et l'approche participative en mettant l'accent sur la diversité et le genre et la participation des acteurs principaux dans toutes les étapes, les programmes et les projets seront mis en avant.

##### Priorités :

1. Renforcer les compétences et les connaissances pour l'atteinte des objectifs de la stratégie
2. Renforcer les systèmes et les procédures pour une meilleure performance d'IRC WASH Mali
3. Renforcer le leadership de l'Equipe Cadre de Gestion (SMT)
4. Contribuer à la mobilisation des ressources financières durables pour la mise en oeuvre de la stratégie



## 4.2 Les orientations majeures

Pour arriver aux changements souhaités, les orientations majeures suivantes sont nécessaires :

Domaines	Orientations majeures
Accès inclusif et durable à l'AEPHA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration d'un système de fourniture de services AEPHA aux niveaux national et local</li> <li>• Amélioration de la mobilisation de ressources endogènes (locales)</li> </ul>
Renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Modèles et approches</li> <li>• Planification locale (PDESC)</li> <li>• Renforcement de la gouvernance AEPHA, santé, éducation, communautaire, résilience</li> <li>• Élaboration des Plans Stratégiques EHA au niveau local</li> <li>• Appui à la coordination aux niveaux national et local</li> <li>• Renforcement des systèmes (suivi-évaluation et autres mécanismes)</li> <li>• Assurance des liens entre le gouvernement local et le gouvernement national sur la gestion de la performance du secteur</li> <li>• Renforcement des liens entre les politiques et les pratiques</li> </ul>
Partenariat	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Partenariat diversifié et basé sur des objectifs de changement transformationnel (OSC, instituts de recherche, ONG internationales, services techniques, collectivités)</li> <li>• Promouvoir la recherche et l'innovation sur les systèmes EHA inclusif et durables</li> </ul>

## 5. Cadre partenarial

ORIENTATIONS STRATEGIQUES	STRUCTURES	ACTIONS STRATEGIQUES	ROLES
<p><b>AXE 1</b> Intégration de l'AEPHA dans les politiques, stratégies et plans au niveau de la santé, l'éducation et l'environnement</p>	<p>World Vision WaterAid Borda PNE-MALI DNACPN DNH DGSHP DNEF DNPD DGB CN-CIEPA Wetlands International Mali Alliance WASH</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'élaboration et la diffusion des politiques, programmes, stratégies et plans (Niveau national)</li> <li>• Appui et prise en compte de l'AEPHA dans les plans communaux en lien avec la santé, l'éducation et l'environnement. (Niveau commune)</li> <li>• Note de positionnement</li> <li>• Dialogue politique avec les décideurs</li> <li>• Appui à la sensibilisation et à la mise en œuvre de l'axe 1</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Travail collaboratif avec IRC WASH (Conception, planification, exécution, suivi-évaluation)</li> <li>• Appuis techniques</li> <li>• Plaidoyer</li> <li>• Sensibilisation</li> <li>• Financement</li> <li>• Participation à la mise en œuvre</li> </ul>
<p><b>AXE 2</b> Renforcement des capacités des acteurs du secteur aux niveaux national et local pour un accès durable à l'AEPHA d'ici 2030</p>	<p>WaterAid World Vision Borda PNE-MALI DNACPN DNH DGSHP CN-CIEPA Akvo</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation des acteurs sur la connaissance et l'utilisation des outils de collecte de données</li> <li>• Recherche Action sur les modèles et technologie innovantes</li> <li>• Organisation de visite d'échange</li> <li>• Appui à la coordination, à la planification et au suivi du secteur AEPHA aux niveaux national et communal</li> <li>• Recherche et valorisation des données du secteur AEPHA en lien avec la santé, l'éducation et l'environnement</li> <li>• Apprentissage et partage des connaissances</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Travail collaborative avec IRC WASH</li> <li>• Faciliter la mise en œuvre et l'utilisation des outils</li> <li>• Appuis techniques</li> <li>• Plaidoyer</li> <li>• Sensibilisation</li> <li>• Financement</li> <li>• Suivi de la mise en œuvre et évaluation</li> <li>• Formation</li> </ul>

<p><b>AXE 3</b> Promotion de la bonne gouvernance et la gestion durable des ressources en eau</p>	<p>WaterAid World Vision PNMALI TREE AID Akvo Borda DNACPN DNH DGSHP CN-CIEPA PNE-MALI Wetlands International Mali</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place d'espace d'interpellation au niveau local</li> <li>• Etude diagnostique des cadres de concertation existant</li> <li>• Dynamiser les cadres de concertation au niveau local CNE, Concertation nationale, Revue sectorielle, SWA, AFRICASAN...)</li> <li>• Mise en place de système de contrôle de la qualité de l'eau au niveau communal</li> <li>• Promotion des espaces d'interpellation démocratiques sur les questions WASH/GIRE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à la protection et la sauvegarde des ressources en eau</li> <li>• Appuis techniques</li> <li>• Plaidoyer</li> <li>• Sensibilisation</li> <li>• Financement</li> <li>• Suivi de la mise en œuvre</li> <li>• Formation</li> </ul>
---	--	--	--

**Au niveau local** : les collectivités locales (communes) des cercles et régions de Koulikoro, Koutiala, Mopti, les OSC et les services techniques déconcentrés seront les partenaires clés à la base. Ces acteurs seront au centre de la mise en œuvre de la stratégie à cause de leur rôle d'acteurs de la maîtrise d'ouvrage, de leadership et d'appui-conseils dans la conduite des cadres de concertation pour harmoniser les interventions des acteurs.

Un accent sera mis sur les services propres de la commune pour le renforcement du système de suivi local de l'AEPHA en assurant une mise à jour régulière de l'inventaire des réalisations pour assurer la maintenance des services durables. Les organisations locales, associations et groupements de femmes et jeunes, les associations d'usagers, les comités de gestion des ouvrages, les leaders de changement au niveau des établissements de santé et dans



**Photo** : la revue annuelle du secteur Eau, Hygiène et Assainissement 2022 des communes de Nossombougou, Ouolodo et Tioribougou avec le maire représentant, le préfet de Kolokani et la directrice d'IRC WASH (25 novembre 2022).

la communauté sont les acteurs au niveau communautaire pour une bonne gouvernance, l'appropriation des normes de qualité, le changement de comportement en hygiène et la qualité des services EHA. Les Associations de Santé Communautaire (ASACO) seront accompagnées en termes de gouvernance afin d'améliorer l'utilisation du Plan de Gestion en Santé et Environnement (PGSE – WASH FIT) dans les établissements de santé.

**Au niveau régional** : les directions régionales de l'hydraulique, l'assainissement, de l'éducation et de la santé des régions de Koulikoro, Koutiala et Mopti sont les partenaires clés au niveau régional. Elles contribueront à assurer la qualité des services à travers l'appui pour le respect des standards de qualité.

**Au niveau national** : les parties prenantes sont les ministères de l'eau, de l'assainissement, de l'éducation et de la santé ainsi que leurs directions nationales. Les cadres de concertation au niveau national tel que les revues sectorielles, le Cluster WASH, le FONGIM, et la taskforce 'WASH santé' contribueront au partage d'expériences et à l'harmonisation des approches.

## 6. Analyses des risques potentiels

Dans notre quête d'améliorer constamment les systèmes EHA au Mali, la gestion des risques est cruciale pour assurer la pérennité et l'efficacité de nos interventions. Nous adoptons une approche proactive et systématique pour l'identification, l'évaluation, et l'atténuation des risques, s'appuyant sur une compréhension approfondie du contexte et des défis spécifiques à notre secteur d'activité.

1. **Identification des Risques** : nous employons une méthodologie rigoureuse pour identifier les risques potentiels, en tenant compte des enseignements tirés de nos expériences précédentes et des orientations fournies par nos outils de suivi et évaluation. Cela inclut l'analyse des risques au niveau économique, environnemental, sanitaire, politique, et sécuritaire.
2. **Évaluation des Risques** : chaque risque identifié est évalué en termes d'impact potentiel et de probabilité d'occurrence, en utilisant une échelle de gradation claire (Faible, Moyen, Élevé). Cette évaluation est réalisée en collaboration étroite avec nos partenaires locaux et internationaux pour garantir une compréhension complète et partagée des risques.
3. **Stratégies d'Atténuation** : Pour chaque risque évalué, des stratégies spécifiques d'atténuation sont développées. Ces stratégies sont conçues pour être flexibles et adaptatives, permettant une réaction rapide aux changements du contexte. Elles comprennent des actions préventives, des plans de contingence, et des mécanismes de réponse rapide.
4. **Registre des Risques** : un registre des risques est maintenu et mis à jour trimestriellement, servant de document de référence pour le suivi de l'évolution des risques et de l'efficacité des stratégies d'atténuation mises en place. Ce registre est un outil vivant, reflétant notre engagement envers une gestion des risques dynamique et réactive.
5. **Renforcement des Capacités et Sensibilisation** : reconnaissant l'importance cruciale du renforcement des capacités et de la sensibilisation pour une gestion efficace des risques, nous mettons en œuvre des programmes de formation pour notre personnel et nos partenaires. Cela inclut la formation sur l'identification des risques, l'évaluation, et les stratégies d'atténuation, assurant ainsi que toutes les parties prenantes sont équipées pour gérer efficacement les risques.
6. **Collaboration et Partage de Connaissances** : nous promovons une culture de collaboration et de partage de connaissances, non seulement au sein de notre organisation mais aussi avec nos partenaires et les communautés que nous servons. Cela permet une approche collective dans la gestion des risques, augmentant ainsi notre résilience et notre capacité à répondre efficacement aux défis.

Un registre d'analyse des risques sera mis à jour trimestriellement durant la mise en œuvre de la stratégie :

## Le registre des risques

Risques	Impact négatif potentiel	Niveau Faible (F) Moyen (M) Elevé (E)	Stratégie de gestion du risque
<b>Au plan Économique</b>			
Fluctuation du taux de change	Les coûts peuvent augmenter ce qui affecte le nombre de réalisations prévues	M	Révision des objectifs ou recherche de fonds additionnels
Récession économique	Incapacité du Gouvernement et de collectivités territoriales à financer des ouvrages d'EPHA Incapacité des usagers à payer les tarifs et redevance des services et à co-financer les ouvrages	E	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plaidoyer envers le Gouvernement pour le financement du secteur EHA</li> <li>• Plaidoyer vers les bailleurs de fonds régionaux et internationaux pour une augmentation de l'APD en faveur du Mali</li> </ul>
<b>Au plan environnemental et sanitaire</b>			
La continuité de la pandémie COVID-19	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêt des activités de regroupement</li> <li>• Limitation de la capacité des acteurs</li> </ul>	M	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de la sensibilisation et respect des mesures barrières</li> <li>• Planification des activités en prenant en compte ce paramètre</li> <li>• Travail et diffusion avec support numérique</li> </ul>
Les effets du changement climatique (inondations, sécheresses, stress hydrique)	Affectation des activités sur le terrain. Limitations des communautés dans la mise en œuvre des activités	M	Renforcement de la résilience des communautés par des actions de renforcement et l'appui aux projets adaptés
<b>Au plan politique</b>			
Dégradation de la situation socio-politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non-coopération ou non disponibilité des agents de l'État ou élus locaux</li> <li>• Déplacement des populations</li> </ul>	M	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Travail avec les autres ONG internationales humanitaires</li> <li>• Interventions avec les acteurs de la société civile pendant la période de transition</li> <li>• Délocalisation des activités dans les zones plus sûres</li> </ul>
La situation sécuritaire se dégrade	La présence sur le terrain de l'équipe de mise en œuvre de projets du plan est limitée	E	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les cadres de partenariats avec les différents acteurs locaux et les collectivités sont révisés et renforcés</li> <li>• Délocalisation des activités dans les zones plus sûres</li> </ul>

## 7. Suivi-évaluation et apprentissage

Notre organisation est déterminée à optimiser le suivi et l'évaluation de nos initiatives EHA en adoptant un cadre de S&E robuste et rigoureux, qui intègre non seulement les meilleures pratiques sectorielles mais aussi les précieuses leçons apprises au fil de nos expériences. Ce cadre est conçu pour garantir l'efficacité, la pérennité, et l'impact significatif de nos interventions sur les communautés que nous avons l'honneur de servir.

### Principes directeurs de notre approche de S&E :

1. **Utilisation d'indicateurs pertinents** : nous nous engageons à définir des indicateurs clairs, mesurables et inspirés de nos succès passés pour évaluer précisément la progression et l'impact de nos programmes. Ces indicateurs, couvrant à la fois les dimensions qualitatives et quantitatives, sont directement liés aux objectifs spécifiques de chaque projet, assurant une évaluation cohérente et intégrée.
2. **Collecte et analyse des données** : des méthodes de collecte de données robustes et adaptées seront mises en œuvre, en mettant un accent particulier sur l'utilisation d'outils technologiques innovants et la formation des équipes de terrain. Cela garantira la fiabilité, la pertinence et la précision des données recueillies, essentielles à une évaluation efficace de nos interventions.
3. **Approche participative** : nous valorisons l'implication active des parties prenantes à tous les niveaux, y compris les communautés bénéficiaires, pour favoriser la transparence, l'appropriation des résultats et un environnement propice à l'apprentissage mutuel et à la responsabilisation.
4. **Intégration de l'apprentissage dans la pratique** : les résultats et les leçons tirés des évaluations serviront à informer et à ajuster continuellement nos stratégies et interventions. L'apprentissage continu sera partagé au sein de notre organisation et avec nos partenaires pour favoriser l'amélioration des pratiques sectorielles.
5. **Renforcement des capacités** : un engagement ferme à développer les compétences de notre équipe et de nos partenaires en matière de S&E est au cœur de notre stratégie, incluant la mise en place de formations régulières, le partage de connaissances et le soutien technique.

Pour assurer le succès et la cohérence de cette approche, un comité de pilotage sera constitué, incluant des représentants d'IRC, des partenaires techniques et financiers, de l'État, de la société civile et des collectivités locales. Ce comité supervisera la mise en œuvre du plan stratégique, avec des termes de référence élaborés post-approbation du plan.

Des évaluations à mi-parcours et finales seront conduites pour mesurer l'impact, intégrer les leçons apprises et ajuster les objectifs et les résultats attendus en fonction du contexte. De plus, des cadres d'apprentissage et de concertation seront initiés pour partager les expériences, renforcer les capacités, et harmoniser les interventions au niveau local, assurant une synergie d'action et une appropriation par les mairies et les communautés.

Ce cadre de S&E est l'expression de notre engagement envers l'amélioration continue et la réalisation d'impacts durables, soulignant notre volonté d'adapter nos interventions aux défis émergents et aux opportunités d'amélioration, toujours en ligne avec les orientations stratégiques du Mali et les besoins des communautés que nous servons.

## 8. Budget et sources de financement

BUDGET (EUROS)	2022	2023	2024	2025	TOTAL
<b>AMBITION</b>					
NATIONAL	266786	335388	280125	228674	1110973
DISTRICT	533572	670776	560250	457347	2221945
MISE À L'ÉCHELLE	266785	335387	280125	228673	1110970
<b>TOTAL</b>	<b>1069165</b>	<b>1343574</b>	<b>1122524</b>	<b>916719</b>	<b>4451982</b>
<b>CONTRACTÉ</b>					
NATIONAL	237483	146183	0	0	383666
DISTRICT	138950	227330	0	0	366280
MISE À L'ÉCHELLE	0	0	0	0	0
<b>TOTAL (A)</b>	<b>376433</b>	<b>373513</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>749946</b>
<b>PIPELINE</b>					
NATIONAL	33539	18294	0	0	51833
DISTRICT	189267	151413	0	0	340680
MISE À L'ÉCHELLE	0	0	0	0	0
<b>TOTAL (B)</b>	<b>222806</b>	<b>169707</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>392513</b>
REVENUS BRUTS (A+B)	599239	543220	0	0	1142459
<b>ÉCART</b>	<b>469926</b>	<b>800354</b>	<b>1122524</b>	<b>916719</b>	<b>3309523</b>

Le budget de la stratégie est estimé à **2.920 milliards FCFA** (environ 4.452 millions Euro) pour la mise en œuvre de la stratégie 2022-2026. Le budget est une estimation sur la base des objectifs fixes, les fonds disponibles et la capacité de mobilisation des fonds aussi bien à l'interne qu'à l'externe.

- IRC Mali se propose de mettre un accent particulier sur la mobilisation des fonds pour combler les déficits de financement d'ici la fin de stratégie. Le scénario le plus probable concernant la disponibilité des ressources financières sera mis en avant pour démarrer la stratégie. L'équipe cadre de direction sera focalisée sur la mobilisation des fonds en plus de ses tâches stratégiques de la gestion du programme pays.
- Une stratégie de mobilisation sera élaborée et sa mise en œuvre passera par l'établissement de la cartographie des bailleurs. Les bailleurs seront classés selon leurs centres d'intérêt et leurs expériences concernant les objectifs d'IRC. UNICEF et World Vision sont des bailleurs qui sont déjà identifiés comme sûrs dans l'accompagnement de la stratégie.
- Un plan d'action opérationnel sera élaboré chaque année en collaboration avec les partenaires pour définir les activités pertinentes en fonction du contexte et donner les détails des coûts opérationnels. Le budget opérationnel qui donnera les détails par activité inscrite au niveau de chaque axe stratégique sera l'enveloppe annuelle à mettre en œuvre. Le budget est calculé avec une progression de 5% au moins chaque année. Le taux d'inflation et de change sont des aspects financiers qui seront pris en compte.

**Adresse physique**

Hamdallaye ACI 2000  
Rue 433 après la Mairie  
Centrale de la CIV  
Bamako, Mali

Tél : +223 449 061 39  
[mali@ircwash.org](mailto:mali@ircwash.org)

[www.ircwash.org/mali](http://www.ircwash.org/mali)